

Déclaration liminaire de la FSU CSA-SD de l'Isère du 4 Février 2026

La préparation de la rentrée 2026 est à nouveau marquée par un contexte politique des plus incertains. Le gouvernement, dont la légitimité est particulièrement précaire du fait des divisions et polarisations fracturant l'Assemblée nationale, s'entête à poursuivre coûte que coûte une politique d'austérité pourtant dénoncée par les organisations syndicales et tout particulièrement par la FSU.

L'instabilité politique se traduit par une préparation de rentrée remarquablement chaotique. Tout d'abord, nous subissons le retard pris sur le calendrier des instances de l'Education nationale, avec des difficultés à mettre en place dans les temps les CSA et les Conseils d'administration. Les personnels élu·es se trouvent parfois en difficulté pour faire respecter les délais de 8 jours nécessaires pour préparer les CA, délais qui permettent d'apporter le temps de réflexion nécessaire pour que les élus puissent se prononcer sur les choix à faire pour la rentrée prochaine.

D'autre part, nous déplorons la confusion engendrée par le grand flou des annonces ministérielles au cours de la discussion du budget. Suppressions massives de postes, créations de postes, tout a été entendu jusqu'à ce que soit enfin voté le budget. Pour autant, le nombre de postes supprimés a encore évolué, certes dans une direction moins déplorable, après le CSA ministériel.

La FSU rappelle son attachement à ce que l'Education nationale soit préservée de ces soubresauts politiques et que la rentrée, qui implique des millions d'élèves et de personnels, puisse être préparée dans les meilleures conditions possibles.

La FSU déplore également la suppression de 1365 postes au national. L'argument avancé de la baisse démographique pour justifier les suppressions de postes marque la volonté de conserver des conditions d'enseignement dégradées. En effet, nous pourrions au contraire choisir de profiter de cette baisse pour améliorer nos conditions d'enseignement et soulager des personnels en souffrance et des élèves dont la santé mentale n'a jamais été aussi mauvaise. Il semble donc que l'éducation soit un fardeau pour notre gouvernement plus qu'un investissement sur l'avenir. Gel du taux d'encadrement, absence de revalorisations des personnels, pas de statut pour les AESH, réforme du concours enseignant précipitée et confuse, maintien du remboursement des arrêts maladie à 90% du traitement. Aucun pas n'est fait pour améliorer l'état de l'Education nationale, améliorer les conditions de travail et favoriser le recrutement.

Seule avancée dont la FSU se félicite : l'abandon de l'obligation d'instaurer des groupes de niveaux dans les collèges. Nous regrettons que les personnels aient dû se mobiliser durant 2 années pour être finalement entendus sur les effets délétères de ce projet. Un dialogue social sincère eut permis d'éviter ce gaspillage d'énergie dans ce contexte difficile. La FSU rappelle cependant son engagement à la disparition de l'ensemble du « Choc des Savoirs » de Gabriel Attal. Elle continuera son combat dans les établissements afin qu'aucun d'entre eux ne voie cette organisation en groupes persister contre l'avis des enseignants jusqu'à l'abrogation complète et définitive du dispositif au niveau national.

La FSU s'inquiète par ailleurs d'un énième coup de force médiatique avec le plan « 800 collèges ».

La consternation est de mise quand après 2 années de mobilisation contre le « Choc des savoirs », projet apporté sans concertation sincère et imposé au service d'une communication de façade, nous découvrons la mise en place de ce nouveau projet sans qu'aucune leçon n'ait été tirée. En effet, l'expertise des personnels et de leurs représentants est encore une fois niée et bafouée par les intérêts immédiats du ministère et nous sommes à nouveau mis devant le fait accompli. Si tout n'est peut-être pas à jeter dans ce dispositif, notamment la volonté d'aider par des moyens des établissements en difficulté, nous serons particulièrement vigilant à combattre toute forme de chantage qui s'imposerait aux personnels en termes de pratiques ou d'organisation pédagogique. Les moyens pour une éducation de qualité sont un droit pour les élèves, pas un outil de chantage managérial. La FSU rappelle son attachement à la liberté pédagogique des enseignant·es.

Second coup d'éclat de communication, le débat sur l'interdiction des téléphones au lycée se fait de nouveau en dépit des réalités du terrain. Au lieu de se concentrer sur les vraies difficultés de l'école que sont les manques de moyens en personnels pour des conditions d'enseignement de qualité, où les élèves peuvent trouver leur place et recevoir un enseignement critique et raisonné sur les outils numériques, on préfère une nouvelle fois le coup de force médiatique, sans se soucier ni de l'utilité d'une nouvelle proposition plus répressive qu'éducative ni de la possibilité de l'appliquer de manière effective.

La FSU rappelle son attachement à un dialogue social au service de l'intérêt des élèves et des personnels construit sur le temps long.

En Isère, il est difficile de se prononcer sur l'évolution locale des conditions d'enseignement car il ne nous est pas précisé si la dotation UPE2A est ou non déjà inclue dans les DG des établissements. Le taux d'encadrement semble rester le même, et le choix est celui de maintenir des conditions d'enseignement dégradées, loin des exigences du SNES de 20 élèves par classe maximum, dont seulement 16 en REP.

Rien qu'en Isère, la baisse de la dotation départementale entraîne une suppression a minima de 66 équivalents temps-plein ; ce pourrait être plus si la dotation UPE2A était déjà abondée.

Or, un redéploiement immédiat de ces heures et donc de ces personnels permettrait, à défaut d'un réel investissement dans l'Education Nationale, d'améliorer bien significativement les conditions d'enseignement sans pour autant dépenser un euro de plus. Nous ne pouvons donc que dénoncer ce choix politique, qui consiste à faire des économies sur nos capacités à éduquer et former les citoyens de demain.

Concernant l'EPS, la suppression a minima de 66 équivalents temps-plein se traduira par des suppressions de postes dans cette discipline, ce qui va impacter très négativement les conditions d'apprentissages de nos élèves et les conditions de travail de nos collègues. Cette situation concourt notamment à l'impossibilité pour nos collègues de garantir la sécurité pour tous leurs élèves.

Cet état de fait est scandaleux, nous en voulons pour preuve l'accident survenu dans un lycée du nord Isère avec un groupe classe à effectif pléthorique plus de 30 élèves. Ce dernier questionne sur la possibilité pour tous les élèves du département de pouvoir accéder, dans de bonnes conditions, à une culture élargie, comme pour les APSA.

Concernant le Sport scolaire UNSS proposé à tous les élèves du secondaire, les annonces ministérielles sur la baisse de 250 000 € de la subvention versée par le ministère nous inquiète au plus haut point puisque la baisse de la dotation académique sera de 20 000€ l'an prochain.

Comment, après les attaques sur les moyens décidé par le recteur cette année, pouvons-nous continuer à envisager sereinement l'avenir du sport scolaire isérois qui se montre pourtant particulièrement dynamique ?

En Isère, nous voyons encore cette année de nombreuses sollicitations de collègues en souffrance, notamment dans des établissements où des conflits avec les personnels de direction existent. Si nous ne doutons pas de la volonté de la DSDEN de résoudre ces derniers et de dialoguer en ce sens avec les organisations syndicales, nous souhaitons insister sur la nécessité de davantage prendre en compte les alertes exprimées par les personnels via les fiches SST ou les interpellations de la formation spécialisée. Nous rappelons que l'utilisation de ces outils coûte à nos collègues et qu'elle ne se fait jamais à la légère. Nous pensons que la compréhension des problématiques dans les établissements concernés ne peut en être que plus pertinente avec une attention sincère des souffrances exprimées. La FSU veillera à ce que le dialogue le plus éclairé soit établi avec la DSDEN au sujet de ces établissements.

Pour conclure, pour sortir le pays de la crise sociale et politique dans laquelle l'ont plongé les politiques menées ces dernières années, le gouvernement serait bien inspiré de travailler à rétablir l'attractivité des métiers de la Fonction publique. Cela passe par entendre toutes les revendications exprimées depuis 2017 par les organisations syndicales et la FSU. Cela passe notamment par des mesures budgétaires permettant de revaloriser les personnels de la Fonction publique et de créer les emplois nécessaires à la réalisation des missions de service public partout sur le territoire. Un plan de revalorisation sans conditions, ainsi qu'un plan de recrutement pluriannuel massif d'enseignant·es, la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH, la fin du « Choc des savoirs », sont autant de mesures à prendre d'urgence pour la reconstruction d'une école à la fois émancipatrice, égalitaire, inclusive et ambitieuse.